

LES MUTATIONS DE L'ESPACE AGROPASTORAL BRÉSILIEN 1975-1996

Philippe Waniez *, Violette Brustlein **, Maria-Beatriz de Albuquerque David ***

*avec la collaboration de Dora Rodrigues Hees *****

RÉSUMÉ. Après avoir connu une très forte expansion, l'espace agropastoral brésilien semble se rétracter depuis une dizaine d'années; ces mutations résultent de la nouvelle donne macroéconomique qui s'est traduite par la diminution des cultures et des pâturages naturels, l'accroissement des pâturages artificiels et la disparition d'un million d'exploitations.

ABSTRACT. Brazilian agropastoral organisation has undergone significant change in the past decade. Land given over to crops and natural pastures has been reduced, whereas artificial pasture areas have increased. One million farms have disappeared. These changes may have been the result of the government's new economic program, which has affected agropastoral space utilisation.

RESUMO. A organização agrária brasileira vem apresentando significativas alterações, desde a última década. Tais mudanças resultam de uma nova situação macroeconômica que se reflete em alterações no uso da terra: diminuição das áreas com cultivos e pastagens naturais, crescimento das superfícies utilizadas com pastos plantados e, porém, desaparecimento de um milhão de explorações agropecuárias.

• AGRICULTURE • BRÉSIL • UTILISATION
DU SOL

• AGRICULTURE • BRAZIL • LAND USE

• AGRICULTURA • BRASIL • USO DO SOLO

L'agriculture brésilienne est caractérisée depuis les années 1950 par une expansion très rapide des surfaces cultivées et des pâturages, ce qui en a fait le principal producteur de denrées agricoles latino-américain (Chonchol, 1981). L'évolution observée de 1975 à 1985 a prolongé, en le renforçant, le modèle traditionnel du développement de l'agriculture brésilienne fondé sur la conquête permanente de nouvelles terres dans les régions pionnières, dites ici « régions de frontière ». Dans le même temps, la superficie des exploitations, toutes formes d'utilisation du sol confondues, mais hors terres incultes, s'était accrue de 46 millions d'hectares, soit + 15%.

Or, il semble que l'on assiste depuis le début des années 1990 à un renversement de tendance, d'abord suggéré par les enquêtes annuelles de production agricole, puis confirmé par le Recensement agropastoral que l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) a réalisé en 1996, et dont la publication vient juste de s'achever. Hors

terres incultes, la diminution cumulée des cultures, des jachères, des pâturages et des forêts appartenant aux exploitations agropastorales depuis 1985 s'élèverait à 17 Mha, soit un recul de 4,8% (tableau 1).

	1985	1996	1996-85	% 96-85
Cultures annuelles	42 244	34 253	-7 991	-18.9
Cultures pérennes	9 903	7 533	-2 370	-23.9
Jachères	10 663	8 310	-2 353	-22.1
Pâturages naturels	105 094	78 048	-27 046	-25.7
Pâturages artificiels	74 094	99 652	25 558	34.5
Forêts naturelles	83 017	88 896	5 879	7.1
Forêts plantées	5 967	5 396	-571	-9.6
Productif non utilisé	24 519	16 360	-8 159	-33.3
Superficie totale	355 502	338 449	-17 053	-4.8

1. L'utilisation du sol – hors terres incultes – des exploitations agropastorales brésiennes entre 1985 et 1996 (milliers d'ha)

* IRD et École Normale Supérieure, Paris, E. mail : philgeo@club-internet.fr – ** Cnrs-Credal, Paris, E. mail : philgeo@club-internet.fr
*** Cepal, Santiago du Chili, E. mail : bdavid@eclac.cl – **** Rio de Janeiro

Un tel bilan doit cependant être examiné avec circonspection, en raison de certaines limites, notamment quant à la connaissance des exploitations précaires, dont l'exploitant migre souvent après la récolte. C'est pourquoi il est préférable de traiter les données d'évolution au niveau des 361 microrégions homogènes (délimitées par l'IBGE en 1968), et de dresser les cartes des données 1996 pour les 558 microrégions géographiques définies en 1990.

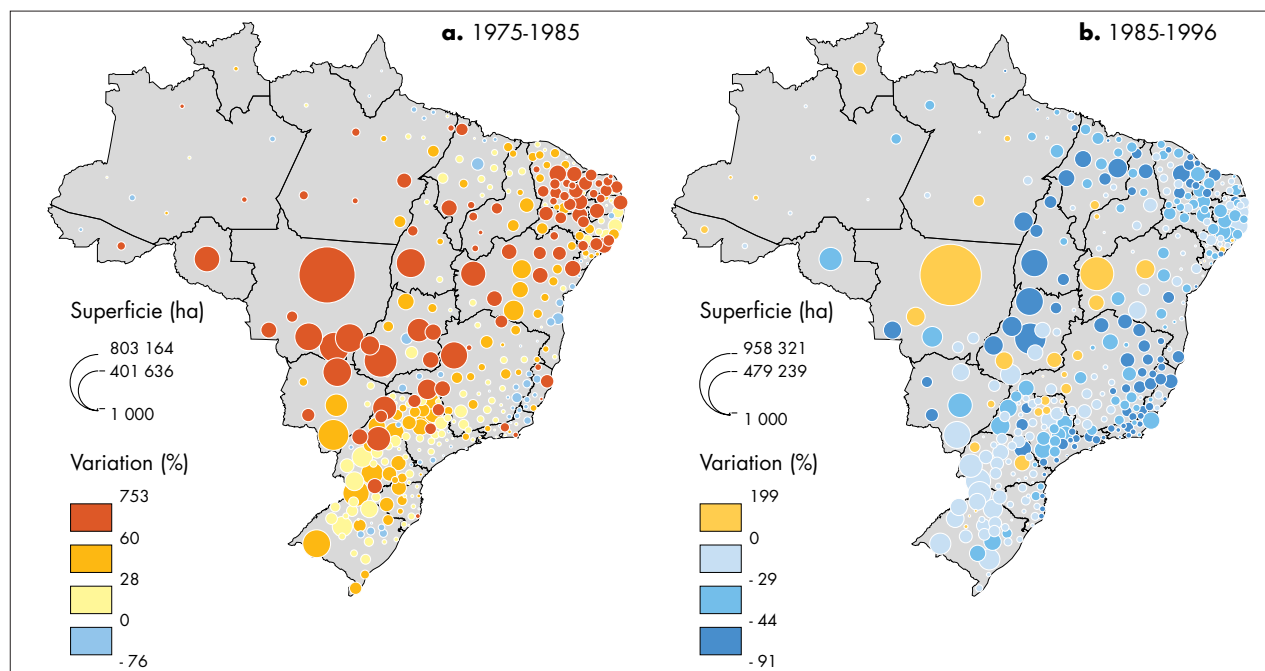
Le rétrécissement de la surface cultivée

Les variations ont été mesurées pour les années 1975-1985 (période I) et 1985-1996 (période II). On sait, par les enquêtes annuelles et les observations de terrain, que la diminution des surfaces a sans doute commencé au début des années 1990, mais il n'y a pas eu de recensement en 1990. De 1985 à 1996, le Brésil a perdu 10 Mha cultivés, dont près d'un quart portait des cultures pérennes. Après le gain de 12,1 Mha en période I (+30%), le renversement de tendance est étonnant par son intensité. Au cours de la première période, l'accroissement des terres en cultures annuelles (+10,6 Mha, soit +33%, fig. 1a) était très contrasté; le Sud ne progressait plus alors que très faiblement; dans le Sud-est, la partie orientale stagnait alors que l'Ouest des États de São Paulo et du Minas Gerais participait encore à la dynamique du grand espace pionnier des

cerrados; la majeure partie du Nordeste progressait aussi. Au cours de la seconde période (fig. 1b), le recul des cultures annuelles (-8 Mha, soit -18,9%) a été général, mais non moins différencié : les plus fortes régressions sont enregistrées dans le Goiás et le Tocantins, suivis (mais avec des superficies moindres) par la majeure partie des régions Sud-est et Nordeste; le Sud subit une baisse modérée; quelques régions en croissance faible subsistent dans le Nord du Mato Grosso et l'Ouest de Bahia.

Les cultures pérennes, après avoir progressé de 1,5 Mha (+18,1%) en période I, régressent fortement avec une perte de 2,3 Mha (-23%). Les régions caféières (Nord de l'État de São Paulo, Sud du Minas Gerais, Espírito Santo), autrefois en forte expansion, ne progressent plus que très faiblement, de même que la région du cacao au sud-est du Bahia (fig. 2a). Certaines régions d'Amazonie sont encore en progrès (Nord du Mato Grosso, Rondônia, Roraima) mais, en Amazonas et dans le Pará, la progression est enrayée. Enfin, la décrue qui s'était amorcée dans le Paraná et dans la région Nordeste, dans le Ceará, le Paraíba et le Rio Grande do Norte, se prolonge et croît en intensité.

Les causes directes de ce net recul des terres cultivées sont en partie connues des économistes ruraux. Elles tiennent à une série de ruptures dans la politique agricole brésilienne.



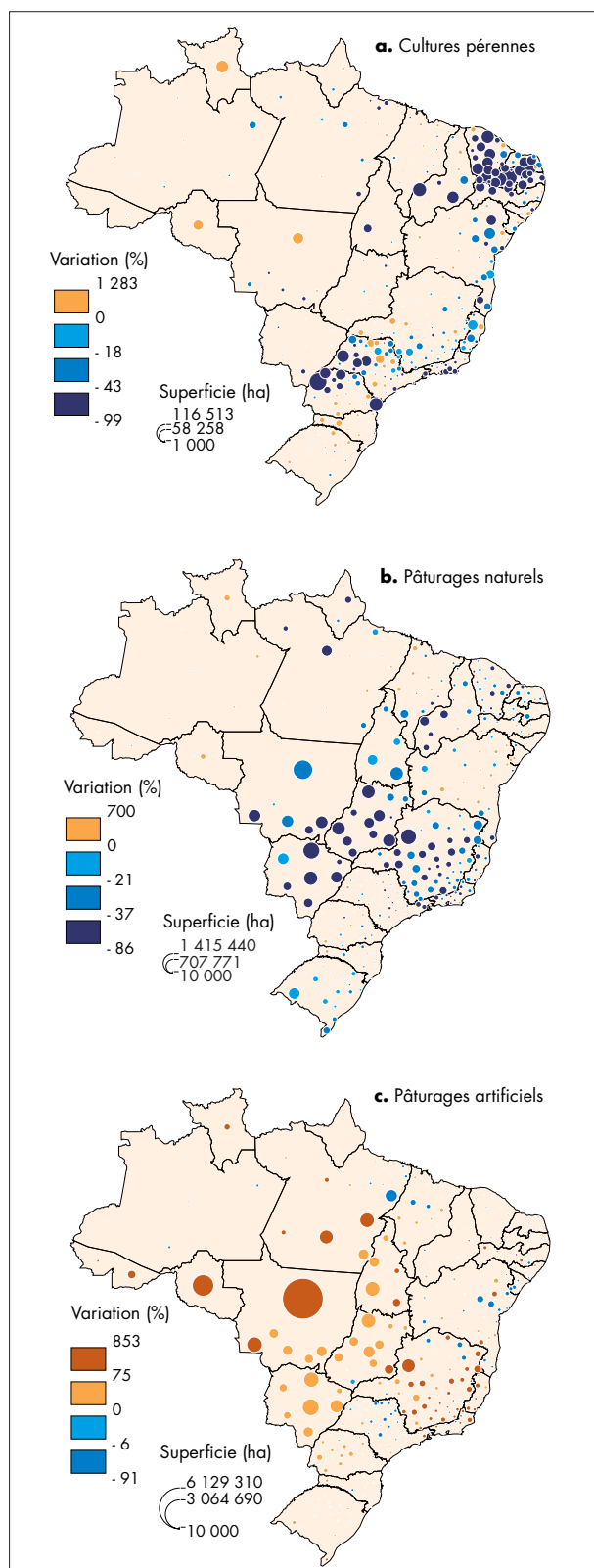
1. Évolution de la superficie des cultures annuelles

Par exemple, entre 1985 et 1989, le développement des régions pionnières était favorisé par une politique de prix minimaux garantis. Mais la nécessité de réduire le déficit public et les réformes engagées au cours des premières années de la décennie 1990 provoquèrent la suppression de nombreux programmes d'appui à l'agriculture, y compris les aides aux « frontières » agricoles, et même un retrait brutal du gouvernement de la sphère agricole. Parallèlement, l'ouverture au marché international a accéléré la chute des prix de certains produits. La baisse de la production de coton est devenue un cas d'école : jusqu'en 1992, le pays exportait une partie de sa production (900 000 t/an). Puis le gouvernement Collor ouvrit le Brésil aux importations, ce qui provoqua une chute de 50% de la production, et le départ de nombreux agriculteurs, notamment du Pontal du Paranapanema dans l'État de São Paulo. Enfin, la mise en place du Mercosur, le marché commun de l'Amérique du Sud, si elle s'accompagne d'une augmentation globale des flux de marchandises, a des répercussions négatives dans certaines régions : dans le Rio Grande do Sul, les producteurs de riz sont en difficulté en raison de coûts élevés de production (notamment du prix des terres) et ont tendance à chercher fortune en Uruguay et en Argentine, où la situation leur semble plus favorable (Exame, 1996).

Les pâturages

Au cours de la période I, les pâturages naturels se sont étendus en Amazonie et dans la Bahia, mais leur diminution était déjà engagée dans le Sud du Goiás, le Mato Grosso do Sul et le Minas Gerais. Le bilan apparaissait déjà négatif (– 20 Mha, soit – 16,6%), traduisant un certain ralentissement de la progression des fronts pionniers. Au cours de la seconde période, la diminution est accusée : – 27 Mha, soit – 27,6% de la superficie totale des pâturages naturels de 1985. L'ensemble du pays est touché, même le Mato Grosso ; seuls échappent le Rondônia, le Roraima et l'Ouest du Maranhão.

L'accroissement considérable des pâturages artificiels pendant la période I n'avait pu entièrement compenser la disparition des pâturages naturels : la perte globale, peu significative il est vrai, était de 2 Mha. Une évolution similaire caractérise la seconde période et concerne à peu près les mêmes espaces, surtout le Mato Grosso (fig. 2b). Le remplacement des pâturages naturels par les pâturages artificiels se traduit par une amélioration des conditions de production, non seulement des animaux destinés à la boucherie, surtout dans le Centre-Ouest, mais aussi des



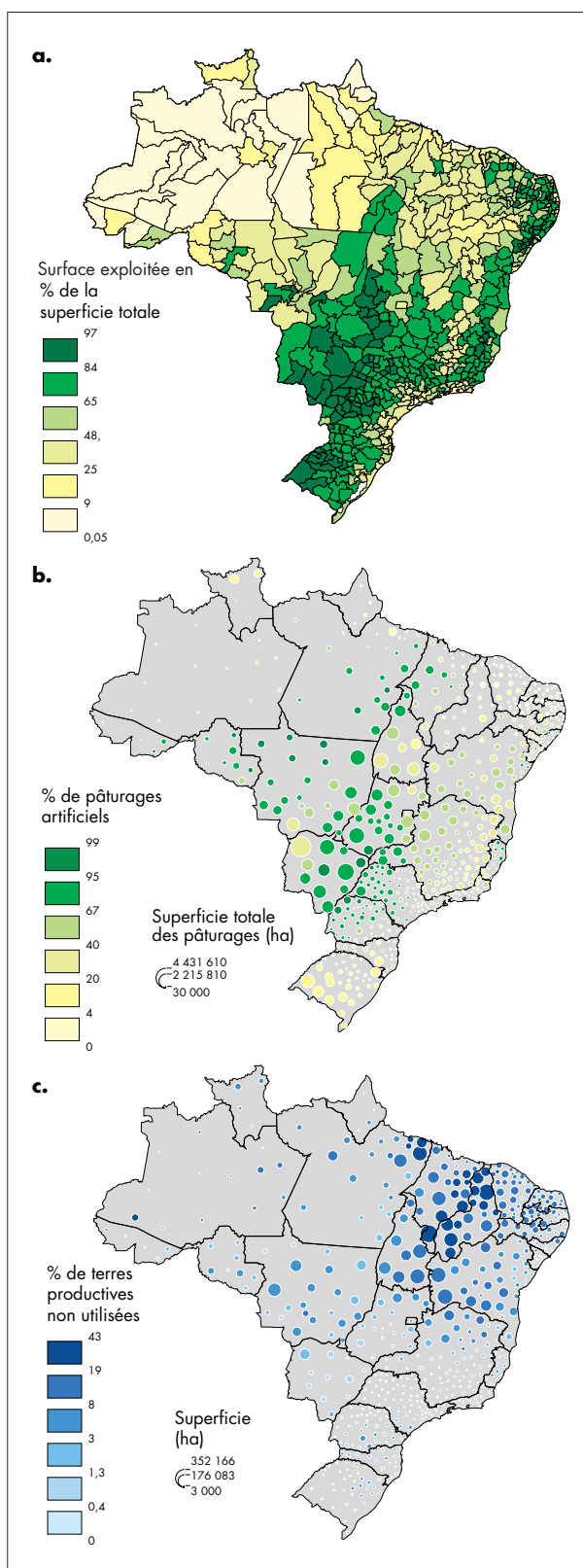
2. Évolution des superficies utilisées entre 1985 et 1996

animaux laitiers, en particulier dans le Minas Gerais. Une partie des terres cultivées disparues au cours de la seconde période a d'ailleurs été réaffectée aux pâturages (fig. 2c). C'est notamment le cas dans le Mato Grosso do Sul, Goiás, Tocantins, Rondônia. Ces mouvements sont liés à la nouvelle donne macro-économique : les taux d'intérêt très élevés favorisent les activités productives demandant peu de capital mobile et peu de main-d'œuvre, et font ainsi de l'élevage une spéculation moins risquée que les cultures, dans un marché relativement porteur.

L'espace des exploitations agropastorales en 1996

Lorsqu'on rapporte la superficie recensée des exploitations agropastorales (aire appropriée ou occupée, sans distinction de statut et hors terres incultes) à la superficie totale des microrégions, on observe de forts contrastes régionaux (fig. 3a). C'est en Amazonie occidentale que les valeurs sont les plus faibles (jamais plus de 7%) avec un plancher inférieur à 1% dans la région du Rio Negro et du Haut Solimões. Les valeurs s'accroissent vers l'Est amazonien et atteignent même les 40% dans la région de Paragominas dans l'Est du Pará. La région Nordeste comprend deux parties : Maranhão, Piauí et Ouest du Bahia figurent en dessous de la médiane nationale (48%) alors que le reste de la région présente des valeurs supérieures, qui dépassent parfois les 60% dans le Ceará, le Rio Grande do Norte, le Paraíba, la partie Est du Pernambuco, l'Alagoas, le Sergipe et le Sud-Est du Bahia. C'est au contact des régions Sudeste, Sud et Centre-Ouest que les valeurs sont les plus élevées, dépassant fréquemment 80% de la superficie totale. On note enfin dans le Mato Grosso et le Rondônia des valeurs relativement élevées, comprises entre 45 et 65%, qui résultent de la progression des fronts pionniers au cours des années 1980.

Cet instantané du degré d'accaparement (on ne peut parler, en toute rigueur, ni d'occupation, ni d'appropriation) du territoire par l'activité agropastorale pose la question de savoir si une progression de ces activités dans les espaces restés libres est encore possible, et si oui, dans quelles régions et à quelles conditions économiques. Compte tenu de l'évolution récemment enregistrée, Mato Grosso, Rondônia, Roraima et Ouest du Bahia semblent encore propices à une extension, aux conditions économiques actuelles. Dans les autres régions pionnières en reflux, Tocantins et Amazonie notamment, seules de fortes incitations financières pourraient réenclencher la progression observée dans les années 1990. Mais est-ce souhaitable pour l'écologie et l'économie ?



3. L'état de l'exploitation des terres en 1996

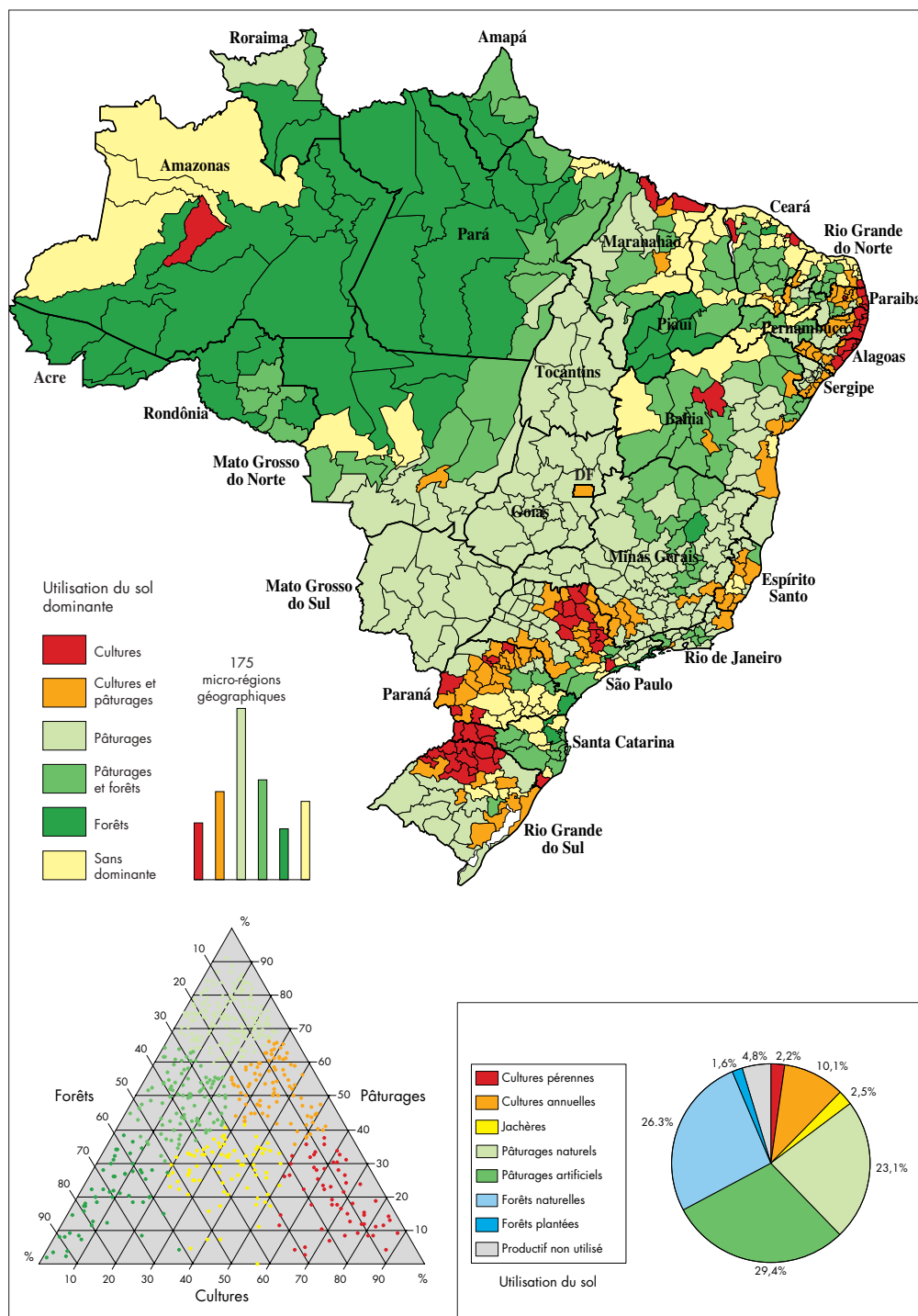
Une typologie des microrégions du Brésil d'après l'utilisation du sol en 1996

En 1996, les pâturages artificiels occupent 29% de la superficie totale (hors terres incultes). Viennent ensuite

les forêts naturelles (26%), puis les pâturages naturels (23%). Les cultures n'arrivent qu'en quatrième position avec seulement 12% de la superficie totale, dont 2,2% en cultures pérennes.

et forêts, est nettement différenciée (fig. 4).

Le type *régions de pâturages* (58 à 91% de la superficie totale en pâturages) est le plus fréquent : 177 micro-régions totalisant 153 Mha. Son aire d'extension principale occupe la partie centrale du pays, la région des cerrados, depuis le Mato Grosso do Sul jusqu'au Tocantins, et se prolonge dans la majeure partie du Minas Gerais et dans les États de São Paulo, de Bahia et du Rio Grande do Sul. Deux grands groupes se remarquent dans le Centre-Ouest et dans l'État de São Paulo, où les pâturages artificiels excèdent souvent 60% des pâturages (fig. 3b). C'est là le résultat de deux mouvements différents. Dans le Mato Grosso do Sul, le Goiás et dans l'État de São Paulo, les cultures ont été converties en pâturages sous l'effet d'une dégradation du marché de certains produits de grande culture (riz notamment). Dans le Mato Grosso et, au-delà, vers le Pará ou le



4. Types d'utilisation du sol (hors terres incultes), 1996

Rondônia, il s'agit d'une amélioration des pâturages naturels. Ces derniers sont nettement majoritaires lorsqu'ils s'établissent dans des régions à orientation pastorale telle la pampa du Rio Grande do Sul, ou dans des régions d'agriculture traditionnelle comme l'Est du Minas Gerais.

Le type *régions de pâturages et de forêts* (30 à 65% de pâturages, 25 à 55% de forêts) arrive en seconde place avec 103 microrégions (66 Mha). Il est composé principalement de terres dont le défrichement est moins avancé que dans le type précédent en raison de leur position à l'avant des fronts de colonisation. Tel est le cas de la frange formée des parties orientales du Pará et du Mato Grosso et de l'Ouest du Bahia. Dans les États de Rio de Janeiro, du Minas Gerais ou de Santa Catarina, la place de la forêt s'explique par l'existence d'une économie dite montagnarde, où l'exploitation du bois demeure active.

Avec 38 Mha, le type *régions de forêts* (53 à 97% de la superficie totale en forêt) occupe la troisième place. Il ne compte que 53 microrégions, mais parmi les plus vastes du pays, comme Purus, Madeira, Itaituba et Altamira en Amazonie. Le Sud du Piauí relève de cette catégorie. À l'opposé des précédentes, les régions où les cultures comptent n'occupent que 20% de la superficie totale des exploitations, mais la moitié des microrégions : il ne s'agit plus du Brésil des grands espaces, mais des terroirs les plus denses. Le type *régions de cultures* (50 à 88% de la superficie totale en culture) s'étend sur 12 Mha. Avec 58 microrégions, il se compose de deux bandes : les régions anciennement colonisées du littoral nordestin, de l'Alagoas au Rio Grande do Norte, et l'axe principal de développement de São Paulo. Dans ces deux cas, l'agriculture est associée au réseau urbain qui lui offre ses débouchés : capitales d'États du Nordeste comme Maceió, Recife, João Pessoa, Natal ; axe d'urbanisation São Paulo-São Carlos-São João do Rio Preto. Enfin, un troisième ensemble, compact, occupe le quart nord-ouest du Rio Grande do Sul et l'Est de Santa Catarina : c'est l'aire principale de colonisation allemande du début du siècle, dépourvue de grande concentration urbaine mais formée de régions agricoles traditionnelles qui se maintiennent.

Les *régions de cultures et de pâturages* (22 à 54% de cultures, et 36 à 66% de pâturages) représentent 27 Mha et 91 microrégions. Les cultures pérennes y occupent en général plus de 50% des surfaces en culture, parfois plus de 90%. C'est le cas au contact des États de São Paulo et de

Minas Gerais et dans la majeure partie de l'Espírito Santo, spécialisés dans le café, et dans le Sud du Bahia, cacaoyer. Dans le Paraná, les pâturages sont majoritairement artificiels et les cultures presque toujours annuelles.

Enfin, un type *régions sans dominante* occupe 24 Mha dans 80 micro-régions : Sud du Paraná, Piauí-Maranhão, littoral du Ceará et du Rio Grande do Norte, Ouest du Bahia et extrême Ouest de l'Amazonas. La moyenne statistique signale soit la présence d'un paysannat pauvre, plus particulièrement dans le Nordeste, soit la coexistence d'exploitations de natures très différentes, comme dans l'Ouest du Bahia ou le Sud du Paraná.

On trouve aussi dans le recensement la catégorie « aires productives non utilisées ». Ce sont des terres en cultures, pâturages ou forêts, mais qui n'ont pas été utilisées depuis au moins 4 ans ; elles occupent 16 Mha, soit presque 5% de la superficie totale hors terres incultes. Le Sud et le Sud-Est en ont très peu (fig. 3c). C'est l'inverse dans le Piauí et le Maranhão, où elles peuvent excéder 30% de la superficie totale, et à un moindre degré dans le Tocantins, le Bahia et le Mato Grosso. La persistance de ces espaces inutilisés par leurs propriétaires constitue l'un des scandales fonciers fréquemment dénoncés par le très actif Mouvement des Sans Terre.

Crise agricole et développement des luttes sociales

Le rétrécissement de l'espace agropastoral dans nombre de régions du pays peut correspondre à une rationalisation des moyens de production face aux conditions économiques du moment. En plus des aléas particuliers aux activités agropastorales en zone intertropicale, les agriculteurs brésiliens doivent en effet faire face périodiquement à d'autres chocs tout aussi brutaux liés aux plans d'assainissement financier et aux vicissitudes d'une vie politique mouvementée. Si l'avancée spectaculaire des fronts de colonisation dans les années 1980 exprimait la mentalité pionnière des paysans brésiliens, les déprises observées dans d'autres régions depuis 1985 traduisent la difficulté de survie de beaucoup d'entre eux.

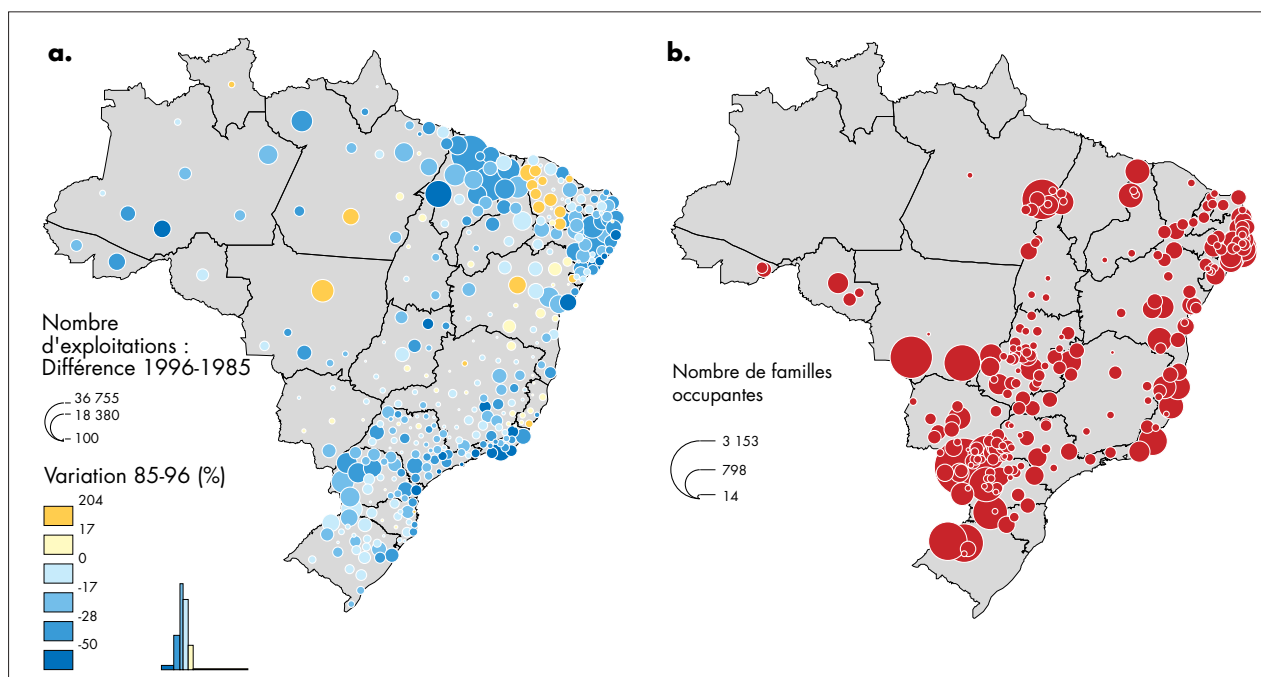
La très forte diminution du nombre d'exploitations est l'une des grandes révélations du recensement agropastoral de 1996 qui en dénombre 4,86 millions, soit légèrement moins qu'en 1975. Par rapport à 1985, l'hémorragie atteint presque 1 million d'exploitations, soit - 16,2%. Dans la

plupart des États, on enregistre des pertes (fig. 5a). Les plus lourdes sont dans le Maranhão (-163 000), le Pernambuco (-97 000) et le Paraná (-97 000 également). Les causes en sont différentes selon les régions : difficultés de subsistance des occupants sans titre dans le Nordeste et plus particulièrement dans le Maranhão ; modernisation et disparition progressive des petites exploitations dans le Sud du pays. Malgré quelques faibles accroissements enregistrés ici ou là (Nord du Mato Grosso, Xingu, Pará, Chapada Diamantina, Bahia, Ibiapaba, Ceará), le bilan négatif des dix dernières années montre bien que l'agriculture brésilienne ne joue plus le rôle d'absorption de la main-d'œuvre qui la caractérisait jusqu'à la fin des années 1980.

Face à cette évolution dangereuse pour la paix sociale, le Président de la République, F.H. Cardoso s'est fait le champion de la réforme agraire ; il a d'ailleurs été réélu en 1998 à la présidence de la République, au premier tour de scrutin, avec 53% des suffrages exprimés. Depuis plusieurs décennies, les gouvernements successifs ont cherché à contenir les pressions sociales et politiques en installant de petits paysans sur des lots de terre rachetés aux grands propriétaires terriens. Le recensement des 1 460 projets officiels réalisé à la demande de l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire, INCRA en 1996, a dénombré 199 218 bénéficiaires au total. On atteindra sans doute un peu plus de la

moitié du nombre d'installations annoncées par Cardoso en 1995 (260 000). Ces chiffres montrent, à l'évidence, le fossé qui s'est établi entre les objectifs des projets gouvernementaux et la saignée d'un million d'exploitations que vient de subir le monde rural brésilien.

Le décalage entre le problème posé (la possibilité pour les paysans de vivre sur leur terre) et la réponse gouvernementale en la matière ne manque pas de provoquer de nombreux conflits, souvent violents. La Commission pastorale de la terre, CPT, de la Conférence épiscopale brésilienne, a ainsi enregistré en 1997 plus de 23 000 actions violentes contre les paysans dont 30 assassinats et 640 agressions. Encadrée par le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre, MST, la riposte s'organise et prend la forme d'actions revendicatives (occupations de locaux de l'INCRA et d'agences bancaires, blocage de routes, manifestations nationales à Brasília, etc.). L'occupation illégale de terres que la partie adverse dénomme « invasion » est peut-être la forme de lutte la plus spectaculaire. En 1997, la CPT a compté 463 actions de ce genre associant au total 58 266 familles. On remarque que la localisation de ces occupations (fig. 5b) n'est pas systématiquement en relation avec la disparition d'exploitations (fig. 5a). Par exemple, le Maranhão n'est pas affecté alors que le Goiás en connaît un grand nombre, lui qui n'est pas particulièrement



5a. Évolution du nombre d'exploitations, 1985-1996.

5b. Occupations illégales de terres, 1997

touché par l'hémorragie. Ces différences expriment sans doute plus la capacité du MST à mobiliser ses troupes qu'un affaiblissement spontané de la crise. En revanche, on retrouve sur les deux cartes l'Ouest du Paraná, de Santa Catarina et du Rio Grande do Sul, le Pernambuco et l'État de Rio de Janeiro.

Le projet de développement de la CPT et du MST (qui prévoit de démocratiser l'accès à la propriété et l'usage de la terre; d'augmenter le volume des productions alimentaires dans les espaces les plus pauvres du pays; de développer l'agriculture biologique; de limiter l'émigration vers les régions métropolitaines; et plus généralement de favoriser l'exercice de la citoyenneté) apparaît si éloigné des tendances enregistrées par le recensement agropastoral de 1996 que l'on peut imaginer que les luttes sociales vont vraisemblablement continuer à s'amplifier dans les campagnes brésiliennes.

Références bibliographiques

- Comissão Pastoral da Terra, 1998, *Conflitos no campo, Brasil 1997*. Goiânia, CPT, 79 p.
- CHONCHOL J., 1981, « Population, développement agricole et occupation de l'espace rural en Amérique Latine » in *Les phénomènes de « frontière » dans les pays tropicaux*, p. 155-170. Paris : IHEAL, Col. Travaux et mémoires de l'IHEAL.
- DAVID M.B. de A., 1995, La modernisation « perverse » de l'agriculture et la structure de la propriété de la terre au Brésil, *Cahiers du Brésil contemporain*, n° spécial, MSH/CRBC.
- DAVID M.B. de A., 1997, *Les transformations de l'agriculture brésilienne*, Paris : Centre de Recherches sur le Brésil contemporain, 496 p.
- EXAME, 1996, « Em se plantado, tudo pode dar », *Brasil em Exame*, juin 1996.
- THÉRY H., 1995, *Le Brésil*, Paris : Masson, 265 p.
- WANIEZ Ph., 1992, *Les Cerrados, un « espace-frontière » brésilien*, Montpellier : RECLUS, Col. Territoires, 344 p, 110 cartes.
- WANIEZ Ph., BRUSTLEIN V., DAVID M.B. de A., HEES D.R., 1998, « Les bénéficiaires de la Réforme Agraire au Brésil », *L'Information géographique*, n° 4-1998, p. 173-177.

COURRIER DES LECTEURS

Du théâtre à l'atlas

Patricia Bardinete, qui étudie à la Cartoteca de Catalunya à Barcelone, a été intriguée par l'emploi du mot Theatrum dans la cartographie du XVI^e siècle, et déçue de ne pas trouver la réponse dans Les Mots de la géographie. Il me semble utile de faire profiter nos lecteurs de la réponse que j'ai pu lui faire, et d'appeler d'autres lecteurs à compléter éventuellement le dossier.

Theatrum est le terme qu'a choisi Abraham Ornelius pour présenter son recueil de cartes en 1570 (*Theatrum orbis Terrarum*). Cet ouvrage est généralement considéré comme le premier vrai atlas au sens moderne. Il avait cependant été précédé par d'autres recueils dans le courant du XVI^e siècle et même du XVe, dont un « atlas catalan » d'ailleurs, mais qui ne s'appelaient ni *Theatrum* ni *Atlas*, tandis que la réédition des cartes de Ptolémée s'appelait « Géographie ».

Theatrum était couramment employé à l'époque (XVI^e au XVIII^e siècle) pour désigner un recueil de planches illustrées, quel qu'en fût le sujet; c'est ainsi que l'on a vu paraître un *Theatrum instrumentorum* (Besson 1569), un *Theatrum anatomicum* (Bauhin 1605), un *Theatrum pictorium* (Teniers 1660), un *Theatrum machinarum* (Léopold

1724), etc. Le mot vient d'une racine grecque pour « regarder, contempler »; c'est évidemment le même que pour le théâtre au sens habituel du mot : ce que l'on donne à voir, une *représentation* (qui en l'occurrence est plutôt une première présentation, et non une re-présentation...). Il est en général composé d'images commentées, mais pas toujours : on a vu un *Theatrum* de textes et poésies (comme il existe de nos jours des « atlas » économiques sans cartes, avec seulement des chiffres).

Theatrum est donc exactement synonyme d'atlas au sens actuel de ce mot. Or *Atlas* est d'abord un nom propre : c'est le mot choisi par Mercator en 1585 pour son propre recueil de cartes. Mercator, qui connaissait évidemment le *Theatrum* d'Ortelius et avait d'ailleurs complimenté son auteur, avait cherché un autre nom, un hommage et un patronage; il avait choisi le géant de la mythologie, dont une représentation figurait en couverture – comme l'on appellerait aujourd'hui « Platon » un recueil de philosophie, « Cérès » un traité d'agriculture ou « Apollon » un catalogue de la mode masculine. Rapidement, le titre du recueil de Mercator est devenu un nom commun, adopté par les cartographes, qui l'ont préféré à *Theatrum* parce qu'il était plus spécialisé et plus évocateur de leur art. Les deux mots ont coexisté deux siècles durant,

mais on n'appelait plus *Theatrum* un recueil de cartes, puisque l'on avait un mot considéré comme plus précis.

L'amusant de l'affaire est que « atlas » a pris ensuite un sens large de « recueil illustré », même pour autre chose que des cartes, retrouvant ainsi le sens général de *Theatrum* (on trouve aujourd'hui des « atlas des champignons » et même un « atlas de philosophie »). D'une certaine façon, c'est dommage, car *Theatrum* comportait une idée d'image, mise en scène, représentation, donner à voir, qui ne se trouve absolument pas dans l'étymologie d'Atlas, pur symbole du poids supposé du globe terrestre. Il ne reste aujourd'hui de « théâtre » (outre l'édifice) que le sens de « représentation d'une action par un récit joué sur une scène », à deux exceptions près : certains spectacles inanimés (un théâtre de verdure, un théâtre d'eaux); ou, au sens figuré, la scène, comme *lieu* et cadre où se déroule une action : le théâtre des opérations (militaires), le théâtre de mes exploits. Ultime paradoxe : c'est en ce dernier sens que nombre de géographes (et d'autres) prennent la réalité géographique pour une scène, un cadre, et décrivent la géographie d'un pays comme simple décor d'une action qu'ils laissent analyser aux économistes ou aux sociologues; c'est le sens qu'a souvent pour eux le mot « milieu ». – **Roger Brunet**